

Les difficultés d'accès aux financements des PME marocaines : Cas de la région Sous Massa

Difficulties in accessing financing for Moroccan SMEs: The case of the Sous Massa region

MARYEM ID MACHICHE

Doctorante

Faculté des sciences juridiques économiques et sociale

Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc

Laboratoire des recherches en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations
(LAREFMO)

TARIK MAALEMI

Doctorant

Faculté des sciences juridiques économiques et sociale

Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc

Laboratoire des recherches en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations
(LAREFMO)

Date de soumission : 15/06/2024

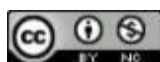
Date d'acceptation : 15/07/2024

Pour citer cet article :

ID MACHICHE.M & MAALEMI.T. (2024) «Les difficultés d'accès aux financements des PME marocaines : Cas de la région Sous Massa », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 5 : Numéro 7 » pp : 544 – 560.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Les petites et moyennes entreprises (PME) font de manière accrue l'objet d'un intérêt de plus en plus croissant de la part des chercheurs, ces structures représentent au Maroc plus de 95% des entreprises, occupe 50% des salariés, réalise 31% des exportations, 51% des investissements nationaux et 40% de la production. Elles sont souvent évaluées en fonction de leur performance qui est étroitement liée à leur structure de financement. L'accès au financement des PME est considéré comme une priorité politique et économique au Maroc. L'objectif de cette recherche est d'identifier les principaux obstacles qui peuvent entraver leur accès au financement à travers une étude empirique à l'aide d'un questionnaire destiné aux PME de la région de Souss Massa, initié d'une revue de littérature théorique du sujet.

Mots clés : Accès au financement ; PME ; Asymétrie d'information ; rationnement de crédit ; investissements.

Abstract

Small and medium-sized enterprises (SMEs) have been gaining increasing attention from researchers, especially in Morocco, where they represent over 95% of businesses, employ 50% of the workforce, contribute to 31% of exports, drive 51% of national investments, and generate 40% of production. Their performance is closely linked to their financing structure, making access to financing a top priority in Moroccan policy and economics. This research aims to identify the key obstacles that can impede SMEs' access to financing through an empirical study, involving a questionnaire distributed to SMEs in the Souss Massa region, complemented by a review of relevant theoretical literature.

Keywords : Access to finance ; SMEs ; information asymmetry ; credit rationing ; investments.

Introduction

Toute économie efficace repose en premier lieu sur ses ressources, en particulier les ressources financières. Ces dernières jouent un rôle essentiel pour soutenir les diverses activités des entreprises. Tous les acteurs économiques, sans exception, ont des besoins de financement constants, que ce soit pour répondre aux besoins des ménages, financer les activités de l'État et des administrations publiques, ou encore pour renforcer les investissements et le développement de leurs projets.

En ce qui concerne les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent la pierre angulaire de l'économie marocaine, notamment en matière de création d'emplois et de développement régional, elles représentent, selon le rapport du Haut-Commissariat au Plan (HCP), plus de 95 % des entreprises. De plus, elles emploient 50 % de la main-d'œuvre, réalisent 31 % des exportations, contribuent à hauteur de 51 % aux investissements nationaux et génèrent 40 % de la production.

Cependant, ces entreprises sont confrontées à de nombreux obstacles qui entravent leur développement, qu'ils soient d'origine interne ou externe, comme mentionné par Kherrazi et Ahsina (2016). En ce qui concerne les lacunes internes, elles sont souvent liées à une gestion insuffisante, à des ressources limitées, à des compétences manquantes ou inadéquates, ainsi qu'à des processus internes mal définis. De plus, ces difficultés intrinsèques coexistent avec des obstacles externes, notamment les difficultés d'accès au financement, les retards de paiement, ainsi que les obstacles administratifs et juridiques.

Étant donné que l'objectif ultime de la création de toute entreprise est sa pérennité, garantie par son évolution constante, l'accès au financement constitue le problème fondamental qui entrave la réalisation de cet objectif (Scheers & Radipere, 2008). De nombreuses études ont été menées dans le but de comprendre les problèmes liés au financement et à l'allocation efficace des ressources.

Ainsi, notre problématique est la suivante : Quels sont les principaux obstacles rencontrés par les PME de la région Souss-Massa dans leur accès aux financements ?

Ces études peuvent être regroupées en deux catégories principales. La première se concentre sur l'analyse de la structure financière de l'entreprise et de la relation entre les dirigeants et les actionnaires, dans le but d'examiner les choix de financement effectués par les dirigeants, notamment en ce qui concerne les décisions relatives aux dettes et à l'augmentation du capital

(Moutray, 2009). La deuxième catégorie se penche sur les modes de financement spécifiquement adaptés aux entreprises, en prenant en compte des facteurs tels que la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, la maturité et les besoins en capital. Les recherches et travaux de Coase (1987), Williamson (1988), Storper (1993) et Rivaud-Danset (1992, 1995, 1996) sont parmi les plus connus dans cette catégorie. Il convient de noter que la deuxième catégorie de recherches sur le financement des entreprises est mieux adaptée aux petites et moyennes entreprises (PME) qu'aux grandes entreprises (Hefnaoui ; Ben Darkawi ; 2020), en raison des spécificités des PME qui les exposent à un risque élevé. De plus, les dirigeants de ce type d'entreprise ont souvent tendance à mêler leurs ressources personnelles à celles de la PME (Adair et Adaskou, 2003). C'est pourquoi les institutions traditionnelles font preuve de réticence lorsqu'il s'agit de fournir un financement aux PME. L'accès au financement demeure un défi persistant pour les PME, car leur croissance et leur efficacité dépendent largement des ressources financières à leur disposition et de la qualité de leur communication financière.

L'objectif de cet article est d'analyser les obstacles auxquels les PME sont confrontées en matière d'accès au financement, en examinant de manière critique les différentes modalités de financement existantes sur le marché. Pour atteindre cet objectif, l'article est structuré comme suit : la première section de notre étude explore la dimension théorique du problème de financement des PME tout en procédant à une analyse critique des principales méthodes de financement disponibles, et en présentant les principaux obstacles liés à l'accès au financement. La deuxième section est réservée à la présentation de la méthodologie de recherche que nous avons adoptée, en particulier en ce qui concerne la sélection de l'échantillon utilisé dans cette étude. Les résultats de l'enquête sur le terrain que nous avons menée seront exposés dans la troisième section. Enfin, la dernière section résume les conclusions essentielles de cette recherche, en abordant des questions cruciales telles que les raisons sous-jacentes des difficultés d'accès au financement pour les PME.

1. Essai d'analyse des options de financement pour les PME : Approche théorique

Les entreprises doivent constamment s'assurer qu'elles disposent des moyens financiers nécessaires pour couvrir leurs cycles d'activité. Elles ont donc recours à deux principales sources de financement : les ressources internes et les ressources externes. La gestion du financement des entreprises implique leur capacité à répondre aux besoins liés à leurs opérations courantes et à leurs projets d'investissement futurs. Lorsqu'une entreprise peut s'acquitter de ses obligations financières sans faire appel à des investisseurs externes, on parle d'autofinancement.

Concrètement, cela signifie que les bénéfices accumulés et non distribués constituent la principale source de financement. Cette approche présente l'avantage de préserver l'indépendance financière de l'entreprise, lui permettant de maintenir le contrôle sur ses activités. Cependant, pour de nombreuses PME, l'autofinancement n'est souvent pas un choix, mais une nécessité. En raison de leurs capacités limitées à générer des liquidités à partir de leurs excédents, les PME se retrouvent fréquemment dans l'incapacité de couvrir leurs besoins financiers uniquement grâce à l'autofinancement. Dans de telles circonstances, elles sont contraintes de rechercher des sources de financement externes.

Néanmoins, les PME sont confrontées à divers défis lorsqu'elles cherchent des financements externes. L'un de ces défis majeurs est lié à l'asymétrie d'information. En effet, les PME peuvent avoir des difficultés à fournir des informations financières fiables et précises lorsqu'elles sollicitent des investisseurs externes, ce qui peut susciter la méfiance de ces derniers. De plus, le risque inhérent à la nature des PME, ainsi que la concentration des ressources financières entre les mains des grandes entreprises, crée un environnement peu favorable à l'obtention de financements.

Il est essentiel de noter que, du point de vue des institutions financières, les PME présentent un risque élevé et une rentabilité limitée. Par conséquent, ces institutions adoptent une approche prudente lorsqu'il s'agit d'accorder des financements aux PME. Cette attitude découle principalement de la structure organisationnelle et financière spécifique aux PME, qui les classe dans une catégorie considérée comme plus risquée.

2. Exploration théorique des principaux modes de financement

L'exploration théorique des modes de financement revêt une importance cruciale pour comprendre les mécanismes sous-jacents au financement des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME). Ces modes de financement se répartissent généralement en deux catégories principales : le financement interne et le financement externe.

Le financement interne se rapporte aux ressources financières qui proviennent de l'entreprise elle-même, englobant notamment les bénéfices non distribués, les réserves accumulées et diverses formes d'autofinancement. L'un des avantages notables du financement interne réside dans sa capacité à préserver l'indépendance financière de l'entreprise, évitant ainsi le partage des bénéfices ou l'endettement.

Cependant, ce type de financement peut se heurter à des limites lorsque l'entreprise éprouve des difficultés à générer des liquidités à partir de ses opérations.

En dépit des efforts fournis par les différents acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation et les banques en particulier, il apparaît que les politiques publiques et les initiatives mises en œuvre post COVID 19, doivent se développer davantage afin de renforcer l'écosystème ainsi que de favoriser la création d'emplois et de richesses et l'émergence de produits et services innovants adaptés à l'économie et l'industrie d'aujourd'hui et de demain (GHAZOUANI, K. et SAIL, Y. 2023).

Le financement externe, en revanche, englobe les sources de financement obtenues en dehors de l'entreprise. Il prend diverses formes, à savoir principalement les prêts bancaires, les investissements en capital, les émissions d'actions, les subventions gouvernementales et le financement participatif. Chacune de ces modalités présente ses avantages et inconvénients propres en termes de coûts, de risques et de conditions.

L'analyse théorique des modes de financement s'avère indispensable pour comprendre les mécanismes qui influencent ces choix. À cet égard, deux théories se révèlent particulièrement éclairantes. La théorie de l'agence, formulée par Jensen et Meckling (1976), accorde une place centrale aux décisions de financement dans la résolution des conflits. Elle considère l'entreprise comme un ensemble de contrats entre diverses parties prenantes, mettant en lumière les coûts d'agence (Jensen et Meckling, 1976). Les PME sont confrontées à des problèmes d'agence complexes, bien plus que les grandes entreprises (Pettit & Singer, 1985 ; Michaelas, et al., 1999).

Une autre théorie pertinente est celle de la hiérarchie des financements, autrement dit « Pecking Order », développée par Myers (1984) et Myers et Majluf (1984). Elle analyse la structure financière en tenant compte de l'asymétrie d'information entre les parties prenantes internes et externes de l'entreprise.

Cette théorie hiérarchique trouve une application particulièrement adaptée aux PME, confrontées à des coûts de financement externe plus élevés que les grandes entreprises. Cette théorie classe l'autofinancement au sommet des choix de financement, car celui-ci nécessite peu de partage d'informations avec l'extérieur, tandis que la dette, qu'elle soit risquée ou non, implique un partage accru d'informations avec les parties prenantes externes.

L'ouverture du capital constitue la forme la plus avancée de transparence de l'information. Cependant, cette exigence en termes de partage d'information n'est pas toujours garantie, ce qui entrave les PME désireuses d'obtenir un financement externe, car elle suscite des inquiétudes quant à la surévaluation des risques, dissuadant ainsi les investisseurs de fournir des fonds.

2.1 Asymétrie d'information : Éléments explicatifs des difficultés de financement des PME

Pour financer leurs activités, les dirigeants de ce type d'entreprises (PME) ont souvent recours à l'autofinancement, non pas par choix, mais par nécessité, car le financement externe se fait principalement par le biais des institutions financières. Cependant, en raison de la nature des PME, qui ne peuvent pas facilement accéder aux marchés de capitaux, le rôle de ces institutions se limite généralement à servir d'intermédiaires entre les demandeurs de financement et les fournisseurs de fonds.

Cependant, ces entreprises sont fréquemment confrontées à des difficultés lorsqu'il s'agit d'accéder aux financements nécessaires pour soutenir leurs activités et leurs projets de développement, comme précédemment mentionné. Le partage d'information et de la transparence de ces structures vis-à-vis des investisseurs et des prêteurs potentiels sont souvent insuffisants. La théorie fait référence à l'asymétrie d'information pour expliquer cette situation.

L'asymétrie d'information est un concept clé dans le domaine du financement des PME. Elle se produit lorsque le dirigeant d'une entreprise détient des informations privilégiées sur leur propre entreprise que les investisseurs potentiels n'ont pas. Cette inégalité d'information peut créer un déséquilibre lors des négociations de financement. Les investisseurs peuvent être réticents à fournir des fonds aux PME en raison de leur incapacité à évaluer précisément les risques liés à l'entreprise. Ces entreprises, de leur côté, peuvent rencontrer des difficultés à obtenir le financement dont elles ont besoin en raison de cette méfiance des investisseurs.

Ces lacunes en matière d'information ont joué un rôle crucial dans l'émergence de la profession d'intermédiaires financiers. En effet, l'asymétrie d'information constitue l'une des principales problématiques auxquelles les PME sont confrontées. Cette asymétrie se divise en deux catégories distinctes : l'asymétrie d'information ex ante, qui engendre un problème de sélection adverse, et l'asymétrie ex post, qui entraîne un problème d'aléa moral.

Les PME font appel aux institutions financières pour obtenir des financements destinés à soutenir leurs activités. Lorsqu'elles sollicitent un crédit, les PME disposent d'une connaissance approfondie de leur projet, tandis que les prêteurs se basent uniquement sur les informations fournies par l'entreprise, ce qui rend difficile l'évaluation précise des risques potentiels, Dietsch et Mathieux (2014). Cette disparité d'informations génère le problème de sélection adverse, tel que décrit par Stiglitz et Weiss (1981).

Ce problème se traduit par des taux de crédit élevés, conçus pour compenser le risque anticipé, mais qui ne sont pas adaptés aux spécificités des PME et à leurs capacités financières, ce qui peut entraîner leur exclusion du marché du crédit. En revanche, le problème de l'aléa moral se manifeste après la conclusion des contrats entre les PME et les intermédiaires financiers, lorsque les dirigeants de la PME adoptent un comportement risqué, mettant en danger leur entreprise et leurs relations avec les institutions financières. L'ensemble de ces contraintes aboutit à l'exclusion des PME du champ d'activité des institutions financières, qui les considèrent comme des entités présentant un niveau de risque trop élevé.

L'asymétrie d'information est un facteur prépondérant dans l'accès au financement des PME, car elle crée un déséquilibre lors des négociations de financement. En raison de cette asymétrie, les investisseurs peuvent être réticents à fournir des fonds aux PME, ce qui conduit ces entreprises à faire face à des difficultés pour obtenir le financement nécessaire. Cette problématique est souvent exacerbée par le fait que les PME ont du mal à accéder aux marchés de capitaux, et elles sont principalement dépendantes des institutions financières en tant qu'intermédiaires entre les demandeurs de financement et les fournisseurs de fonds.

H1 : L'asymétrie d'information a un impact négatif sur l'accès au financement des PME, affectant à la fois la disponibilité et les conditions du financement pour ces entreprises.

2.2 Le rationnement des crédits : autre facteur de limitation d'accès au financement

Lorsque l'on aborde le sujet de l'asymétrie d'information, il est essentiel de tenir compte du rationnement du crédit, car ces deux notions sont intrinsèquement liées et jouent un rôle crucial dans la compréhension de la structure financière des petites et moyennes entreprises (PME). L'asymétrie d'information, concept fondamental dans le domaine du financement des PME, se réfère au déséquilibre d'informations entre les parties impliquées dans une transaction financière. Comme souligné par Akerlof (1970), l'asymétrie d'information se manifeste lorsque le dirigeant d'une entreprise détient des informations privilégiées sur sa

propre entreprise que les prêteurs potentiels n'ont pas.

Ce déséquilibre informationnel peut créer un déséquilibre lors des négociations de financement. En effet, comme évoqué par Stiglitz et Weiss (1981), les prêteurs peuvent être

réticents à accorder des fonds aux PME en raison de leur incapacité à évaluer de manière précise les risques liés à l'entreprise. Les PME, de leur côté, peuvent rencontrer des difficultés à obtenir le financement dont elles ont besoin en raison de cette méfiance des investisseurs. Les lacunes en matière d'information ont joué un rôle crucial dans l'émergence de la profession d'intermédiaires financiers, comme décrit par Stiglitz (2002). Ces intermédiaires financiers agissent comme des médiateurs entre les PME et les prêteurs, contribuant ainsi à atténuer l'asymétrie d'information.

Le rationnement du crédit, tel que mentionné par Baltensperger (1978) et Stiglitz et Weiss (1981), se produit lorsque les PME se voient refuser l'accès au financement malgré leur demande légitime. Cette situation est souvent due à des contraintes financières ou réglementaires qui limitent la disponibilité du crédit pour les PME.

Par exemple, comme l'explique Dietsch et Mathieux (2014), les banques peuvent hésiter à prêter aux PME en raison de préoccupations liées à leur solvabilité ou de réglementations restrictives qui les obligent à détenir des niveaux de capital plus élevés pour les prêts aux PME. Cette problématique du rationnement du crédit est étroitement liée à la structure des PME et à l'ambiguïté informationnelle qui les caractérise.

Ainsi, l'asymétrie d'information et le rationnement du crédit sont des facteurs qui affectent considérablement l'accès des PME au financement. Ces obstacles rendent souvent le financement plus coûteux et difficile à obtenir pour ces entreprises, ce qui peut avoir un impact significatif sur leur croissance et leur développement.

H2 : Le rationnement des crédits impacte négativement l'accès au financement des PME.

2.3 Réglementations et procédures complexes de l'accès au financement des PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) se heurtent fréquemment à des réglementations et à des procédures complexes lorsqu'elles entreprennent de solliciter des financements, comme l'ont souligné M. Oudgou et Zeamri (2019) dans leurs travaux. Ces barrières bureaucratiques ont tendance à allonger et à compliquer le processus d'obtention de financement pour les PME. Par ailleurs, l'environnement institutionnel présente des lacunes en ce qui concerne le soutien public dédié au financement des PME.

Dans un environnement où l'écosystème financier est incomplet, les banques Participatives risquent de ne pas être en mesure de répondre de manière efficace aux besoins de financement des entreprises (EL MORAJJI, C. et EL MOUDDEN, A. 2024).

Malgré l'existence de certains programmes publics de financement, tels que Mobadara, Imtiyaz et les prêts d'honneur, ces opportunités de financement demeurent souvent hors de portée pour les PME en raison du manque d'informations disponibles et des démarches administratives lourdes nécessaires pour constituer les dossiers. La complexité des procédures administratives constitue un défi majeur pour les PME, ce qui rejoint les conclusions de l'étude menée par Ropega (2011).

Cette étude identifie plusieurs facteurs contribuant aux difficultés des entreprises, parmi lesquels figurent la lenteur des procédures, le manque de soutien financier, le défaut de ciblage de l'aide publique, ainsi que l'absence de programmes spécifiques de conseil, de formation et de soutien, comme relevé par Everett et Watson (1998).

Face à ces défis, de nombreux pays envisagent de simplifier les règlements et les procédures associés au financement des PME. Ces mesures pourraient inclure la réduction des exigences de fonds propres pour les prêts destinés aux PME, la mise en place de mécanismes de garantie visant à encourager les prêts bancaires, et la simplification des procédures de demande de financement. De plus, le développement de plateformes de financement participatif et d'autres alternatives de financement offre aux PME de nouvelles opportunités pour obtenir des fonds sans être entravées par les contraintes liées aux règlements bancaires traditionnels.

H3 : La complexité des procédures administratives a un impact négatif sur la capacité des PME à accéder au financement

3. Identification de l'échantillon et de la méthodologie de recherche

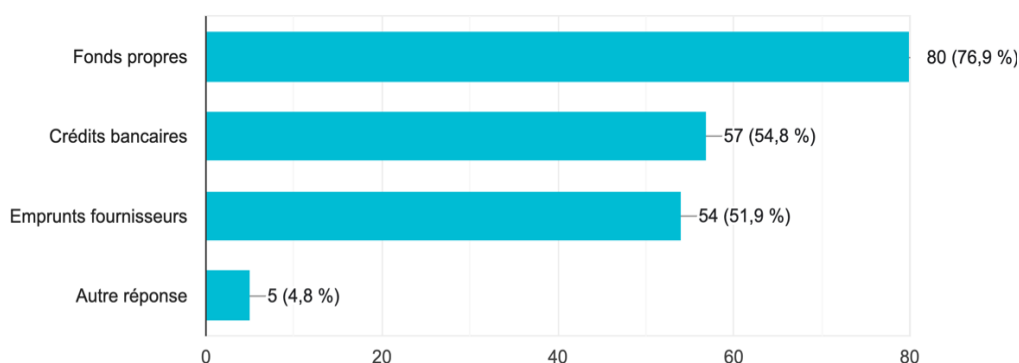
L'objectif de cette enquête sur le terrain était de confirmer les hypothèses énoncées concernant les problèmes de financement rencontrés par les PME. Pour ce faire, nous avons opté pour une approche hypothético-déductive en menant une étude quantitative exploratoire. Nous avons recueilli des données au moyen d'un questionnaire en ligne adressé aux PME. Notre étude se concentrait spécifiquement sur les PME situées dans la région de Souss Massa. Nous avons travaillé avec un échantillon composé de cent quatre (104) PME.

3.1 L'analyse descriptif de l'enquête

L'échantillon étudié se répartit comme suit : 45,2 % des PME ont moins de cinq ans, 40,5 % ont entre cinq et dix ans, et 12,5 % ont entre dix et quinze ans. Ces données indiquent que la majorité des PME incluses dans l'enquête sont des entreprises relativement récentes.

En ce qui concerne le financement des PME, les résultats de l'enquête révèlent que 76,6 % des entreprises ont recours à l'autofinancement pour financer leurs activités, suivi des crédits bancaires avec un taux de 55 %. Ces résultats confirment la théorie de Modigliani et Miller (1963), qui soutient que l'autofinancement est le mode de financement prédominant pour les petites et moyennes entreprises.

Figure 1 : Mode de financement



Source : élaboré par nous-même.

Les résultats obtenus grâce au questionnaire administré révèlent que le recours à l'autofinancement est justifié par plusieurs raisons, notamment l'insuffisance des garanties demandées par les établissements de crédit, le coût élevé et le risque associé, ainsi que la jeunesse de l'entreprise, ce qui rend difficile l'obtention de garanties sur sa solvabilité. De plus, le manque d'informations sur les programmes de garantie disponibles sur le marché joue un rôle dans cette décision.

3.2 Méthode d'analyse de données

L'objectif de cette étude est de développer un modèle explicatif des facteurs influençant l'adoption du Big Data au sein des institutions financières marocaines. Pour ce faire, l'approche de modélisation par équations structurelles est considérée comme la plus appropriée, car le modèle résultant doit être à la fois conceptuellement significatif et statistiquement valide (Jöreskog, 1971). La méthode d'analyse des équations structurelles la plus adaptée à notre recherche est la méthode PLS, introduite pour la première fois par Wold (1973, 1980). Cette méthode permet de traiter des modèles complexes impliquant de nombreux éléments de natures

variées, qu'ils soient réflexifs ou formatifs.

4. Résultats et discussion

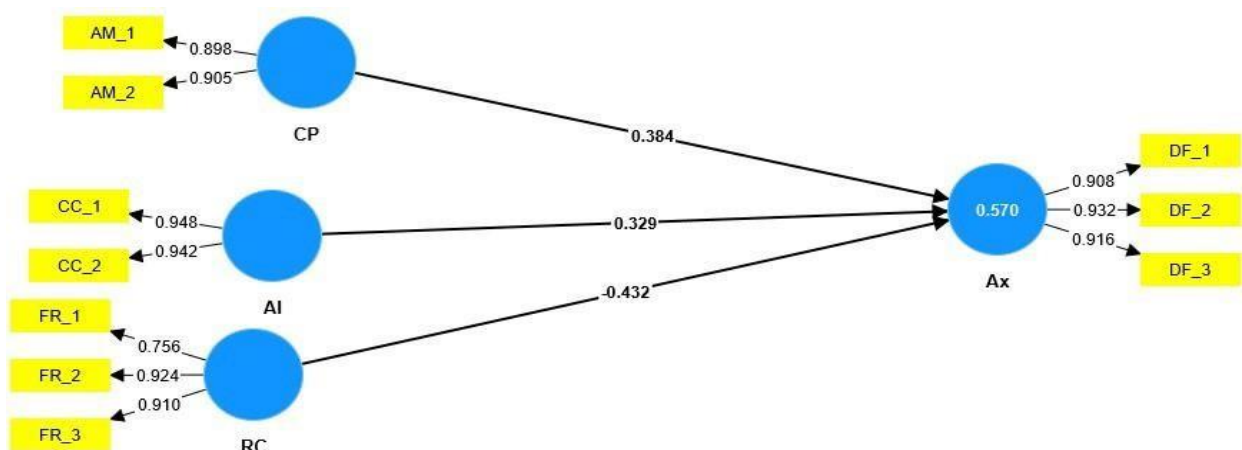
Dans cette section, nous allons explorer les résultats de notre analyse de données, dans le but de créer des échelles de mesure robustes et fiables, de mettre à l'épreuve nos hypothèses, et de présenter un modèle qui nécessite une validation empirique. Pour ce faire, nous allons entreprendre une analyse des équations structurelles en utilisant l'approche PLS, dans le but de mettre à l'épreuve la relation de cause à effet entre les différentes variables de notre modèle structurel.

4.1 Test d'hypothèse

Cette étape consiste à vérifier l'existence d'une corrélation entre les variables étudiées, ainsi que l'orientation de cette relation s'elle existe. Dans notre cas, nous cherchons à étudier l'impact des variables indépendantes relatives aux difficultés de financement des PME sur la variable dépendante l'accès au financement chez les PME. Ainsi, les estimations sont obtenues pour les relations du modèle conceptuel (c'est-à-dire les coefficients de cheminement), qui représentent les relations hypothétiques entre les variables. Les coefficients de cheminement ont des valeurs standardisées comprises approximativement entre -1 et +1.

Les coefficients de cheminement estimés proches de +1 représentent des relations positives fortes et vice versa pour les valeurs négatives. Selon (Lee & Chen, 2013), le sens et la signification du coefficient de causalité permet d'accepter ou de rejeter les hypothèses du modèle de recherche.

Figure 2 : Les résultats de la technique Bootstrap



Source : Sortie du logiciel Smart-PLS 3.0.

L'objectif est d'étudier la relation de causalité existé entre les variables indépendantes et la variable dépendante. Selon (W. Chen & Lee, 2013)

Figure 3 : Test d'hypothèses par la méthode Bootstrapping

	Coefficients des chemins (β)	Moyenne de L'échantillon (M)	Écart- type	Valeur t	Valeurs - p
Asymétrie d'information-> l'accès au financement	0,329	0,322	0,130	2,525	0,012
Rationnement de crédit- >l'accès au financement	0,432	0,491	0,131	3,306	0,004
Complexité des procédures-> l'accès au financement	0,384	0,391	0,134	2,875	0,001

Source : Sortie du logiciel Smart-PLS 3.0.

Le tableau ci-dessous synthétise les résultats du test de signification des hypothèses qui seront discutées dans la dernière sous-section.

Figure 4 : Récapitulatif des résultats des hypothèses

Hypothèses	Signification
<i>H1. L'asymétrie d'information impacte négativement l'accès au financement des PME.</i>	Acceptée
<i>H2. Le rationnement des crédits impacte négativement l'accès au financement des PME.</i>	Acceptée
<i>H3. La complexité des procédures impacte négativement l'accès aux financements des PME</i>	Acceptée

Source : élaboré par nous-même.

4.2 Discussion des résultats

Hypothèse 1 « L'asymétrie d'information impacte négativement l'accès au financement des PME » est validée : Cette influence est confirmée par plusieurs auteurs Amziane, Tahrouch (2017), Oudgou, Zeamari (2018), La réduction de l'asymétrie d'information facilite l'accès au financement des PME. En fournissant des informations transparentes et fiables sur leur entreprise, les PME renforcent la confiance des prêteurs et des investisseurs. Cela se traduit par des taux d'intérêt plus bas, des conditions de financement plus favorables, et une plus grande disponibilité de crédits. Une meilleure communication et transparence réduisent les risques pour les prêteurs, attirant davantage d'investisseurs, ce qui favorise la croissance des PME. La réduction de l'asymétrie d'information rend le financement plus accessible et moins coûteux, stimulant le développement des PME.

Hypothèse 2 « *Le rationnement des crédits impacte négativement l'accès au financement des PME* » est validée : le rapport entre ces deux variables est similaire aux résultats déjà explorés par d'autres recherches Hajarabi, Achiban (2021) et Bello (2017) les restrictions imposées par les institutions financières, comme des critères d'accès stricts, ont un impact négatif sur la capacité des PME à obtenir le financement dont elles ont besoin. En conséquence, de nombreuses PME rencontrent des difficultés à accéder aux ressources financières nécessaires pour leur croissance et leur développement. Cette conclusion souligne l'importance de repenser les politiques de crédit pour soutenir davantage les PME dans leur accès au financement.

Hypothèse 3 « La complexité des procédures impacte négativement l'accès aux financements des PME » est validée : comme déjà confirmé par Oudgou, Zeamari, (2019), Nouna, Ait Soudane (2019), notre étude vient de valider les résultats précédents ce qui signifie que les procédures administratives et réglementaires complexes entravent l'accès des PME au financement. Cette complexité augmente les coûts de transaction, prolonge les délais et crée des obstacles pour les PME qui cherchent à obtenir des fonds. En conséquence, des mesures visant à simplifier et rationaliser les procédures pourraient contribuer à faciliter l'accès des PME au financement, favorisant ainsi leur croissance et leur développement.

Conclusion

Ce travail met en lumière l'importance des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'économie, soulignant leur contribution essentielle à la création d'emplois et à la stimulation de la croissance économique. Cependant, il souligne également les défis majeurs auxquels les PME marocaines sont confrontées en matière d'accès au financement. Ces défis incluent l'asymétrie d'information, le rationnement de crédits et la complexité des procédures.

L'asymétrie d'information, due à un manque de connaissance partagée entre les dirigeants d'entreprise et les institutions financières, crée un obstacle important à l'octroi de crédits aux PME. Les prêteurs hésitent à accorder des fonds en raison de l'incertitude concernant la capacité de remboursement des emprunteurs. Le rationnement de crédits intervient lorsque les institutions financières imposent des critères d'accès restrictifs qui ne correspondent pas aux besoins de financement des PME, ce qui limite leur capacité à investir et à se développer. La complexité des procédures liées à l'obtention de financements est également un obstacle, car les exigences administratives et réglementaires élevées augmentent les coûts et rallongent les délais, compliquant ainsi l'obtention de financement.

L'étude a confirmé plusieurs hypothèses, notamment la relation entre la réduction de l'asymétrie d'information et l'accès au financement. De plus, l'étude a montré que le rationnement de crédits par les institutions financières, en particulier les banques, a un impact négatif sur l'accès au financement des PME, confirmant ainsi une autre hypothèse. Enfin, la complexité des procédures d'octroi de crédits a également été confirmée comme un obstacle à l'accès au financement des PME, en accord avec la troisième hypothèse.

Cependant, l'étude présente certaines limites, telles que l'absence de prise en compte du secteur d'activité des PME interrogées et l'hétérogénéité de l'échantillon. De plus, elle ne tient pas compte de la contextualisation des difficultés de financement ni de la situation des crises existantes lors de son élaboration. Néanmoins, il est souligné que ces obstacles ne sont pas insurmontables, et des politiques et des programmes visant à simplifier les procédures, à réduire l'asymétrie d'information et à faciliter l'accès au financement peuvent jouer un rôle essentiel.

BIBLIOGRAPHIE

1. Articles de revues :

Abdelouhab, M. M, Hachimi, A. Madjidi, A. (2016), « Le rationnement de crédits : théorie et pratique », *Revue marocaine de Gestion et d'Economie*, Vol 3, N°7, pp 18-41

Adair.P et Adaskou.M (2011), Théories financières et endettement des PME en France : Une analyse en panel, *Revue internationale PME*. Volume 24, Numéro 3–4

Achibane, et M. Hajarabi, H., (2021). Les difficultés d'accès au financement des PME marocaines, causes et alternative participative. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(6-1), 569-583

Ameziane, H. Tahrouch, M, Segdali, M, (2017). Le Financement Relationnel Bancaire des PME. *Revue Marocaine de Management, Logistique et Transport*, no 2. PP 159-181.

Anairi, F, Radi, S. (2017), « Les difficultés des PME au Maroc : une alerte à la défaillance », *Revue Economique et Gestion et Société*, N 13, pp : 10-11

Akerlof G. (1970), « The Market for Lemons: Quantitative Uncertainty and the Market Mechanism », *Quarterly of Journal Economics*, Vol 84, No, 3. PP, 488-500

Baltensperger E., (1978), « Credit Rationing: Issues and Questions », *Journal of Money, Credit and Banking*, Vol. 10, No 2, PP. 83- 170.

EL MORAJJI, C. et EL MOUDDEN, A. 2024. L'accès des entreprises au financement participatif au Maroc : Défis et Obstacles. *Revue Française d'Economie et de Gestion*. 5, 4 (avr. 2024).

El Ouazzani, H., Rouggani, K., & Bouyad Amine, N. (2018). « Le financement des petites et moyennes entreprises : cas du Maroc ». *Revue Internationale des Sciences de Gestion*. N° 14, PP 9-13.

Elfaik, S. Hniche, O. (2021). « Finance participative : une alternative de financement pour les PME au Maroc », *Revue marocaine de recherche en management et marketing*, Vol 13, No 1, PP :214-214

GHAZOUANI, K. et SAIL, Y. 2023. Accompagnement à l'entrepreneuriat par les banques marocaines : Cas de la BMCI. *Revue Française d'Economie et de Gestion*. 4, 9 (sept. 2023).

KHERRAZI, S. AHSINA, K. (2016), "Défaillance et politique d'entreprises : modélisation financière déployée sous un modèle logistique appliqué aux PME marocaines ". *La Revue Gestion et Organisation*, Vol 8, PP 53–64

MAHBOUBI, M.H, BENYACOUB. B, (2020), "Les PME de la ville de Fès, et perspectives de financement participatif : Revue de littérature, hypothèses et modèle de recherche ". *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Numéro 6 / Volume 3 : numéro 1, PP 475- 491.

MILLER, M., et MODIGLIANI, F. (1961). « Dividend policy, growth and the valuation of shares », *Journal of Business*, vol. 34, n° 4, p. 411-433.

OUZGOU, ZEAMARI. (2019), " Les difficultés de financement des PME marocaines : vision critique sur des dispositifs de financement ". *Revue Économie, Gestion et Société. Vol 1, N19, PP 3-14*

JENSEN, M-C. and MECKLING, W. (1976), « Theory of the firm: managerial behaviour, agency costs and Ownership structure », *Journal of Financial Economics*, Vol.3, p. 305-360.

Williamson S.D. (1986), « Costly monitoring, financial intermediation and equilibrium creditrationing », *journal of monetary economics*, vol 18, n° 4, p.158-179`

Torres, O. (1997), « pour une approche contingente de la spécificité de la pme », *revue internationale*, Vol. 10, No. 2, p. 9-43.

2. Rapports :

Enquête nationale auprès des entreprises, premiers résultats, HCP (2019).